

F. 93 — 3056

[C — 31452]

23 DECEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale autorisant la Société du Logement de la Région bruxelloise à engager 9 agents contractuels pour exercer la fonction de délégué social

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment l'article 40;

Vu l'ordonnance du 9 juillet 1992 relative au personnel de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 3, § 2, 3^o;

Vu l'ordonnance du 9 septembre 1993 portant modification du Code du logement pour la Région de Bruxelles-Capitale et relative au secteur du logement social, notamment les articles 26, 27, 28 et 29;

Vu l'arrêté royal du 22 novembre 1991 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Exécutifs et des personnes morales de droit public qui en dépendent, notamment l'article 2;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Société du Logement de la Région bruxelloise, donné le 9 décembre 1993;

Sur la proposition du Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau de la Région de Bruxelles-Capitale,

Arrête :

Article 1er. La Société du Logement de la Région bruxelloise est autorisée à engager 9 membres du personnel contractuel pour exercer la fonction de délégué social, instituée par l'ordonnance du 9 septembre 1993 portant modification du Code du logement et relative au secteur du logement social.

Art. 2. L'engagement des agents contractuels visés à l'article 1er s'effectue sous contrat à durée indéterminée.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1994.

Bruxelles, le 23 décembre 1993.

Le Ministre-Président,

Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances, du Budget,
de la Fonction publique et des Relations extérieures,

J. CHABERT

Le Ministre du Logement, de l'Environnement,
de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau,

D. GOSUIN

N. 93 — 3056

[C — 31452]

23 DECEMBER 1993. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot machtiging van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij om 9 contractuele beambten aan te werven teneinde het ambt van sociaal afgevaardigde uit te oefenen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 40;

Gelet op de ordonnantie van 9 juli 1992 betreffende het personeel van sommige instellingen van openbaar nut inzonderheid op artikel 3, § 2, 3^o;

Gelet op de ordonnantie van 9 september 1993 houdende de wijziging van de Huisvestingscode voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en betreffende de sector van de sociale huisvesting, inzonderheid op de artikelen 26, 27, 28 en 29;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 november 1991 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksombtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de Executieven en van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het akkoord van de Minister van Openbaar Ambt;

Gelet op het akkoord van de Minister van de Begroting;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het advies van de Raad van Bestuur van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij gegeven op 9 december 1993;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Besluit :

Artikel 1. De Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij wordt gemachtigd om 9 contractuele personeelsleden aan te werven teneinde het ambt van sociaal afgevaardigde uit te oefenen, ingevoerd door de ordonnantie van 9 september 1993 houdende de wijziging van de Huisvestingscode en betreffende de sector van de sociale huisvesting.

Art. 2. De aanwerving van de in artikel 1 bedoelde contractuele beambte gebeurt via een contract voor onbepaalde duur.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1994.

Brussel, 23 december 1993.

De Minister-Voorzitter,

Ch. PICQUE

De Minister van Financiën, Begroting,
Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

J. CHABERT

De Minister van Huisvesting, Leefmilieu,
Natuurbehoud en Waterbeleid,

D. GOSUIN

F. 93 — 3057

[C — 31454]

23 DECEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale organisant l'octroi de crédits d'investissement à la Société du Logement de la Région bruxelloise en vue du financement du logement social en Région bruxelloise

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 9 septembre 1993, notamment l'article 6, § 2, et 18, § 2;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Vu l'accord du Ministre du budget;

Considérant que chaque année, des crédits sont inscrits dans le budget des dépenses du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale pour financer l'adjudication de projets en matière de construction de logement social et ce, notamment, à l'article 15.02.04/A.B. 63.52 et au Fonds organique 15.02.04/A.B. 63.92 de la division 15;

N. 93 — 3057

[C — 31454]

23 DECEMBER 1993: — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende regeling van de toekenning van investeringskredieten aan de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij met het oog op de financiering van de sociale huisvesting in het Brusselse Gewest

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 9 september 1993, inzonderheid op artikel 6, § 2 en 18, § 2;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Gelet op de goedkeuring door de Minister van Begroting;

Overwegend dat elk jaar kredieten worden ingeschreven op de begroting van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest voor de financiering van de aanbesteding van projecten inzake de bouw van sociale woningen, meer bepaald in het artikel 15.02.04/BA 63.52 en in het Organiek Fonds 15.02.04/BA 63.92 van de afdeling 15;

Sur la proposition du Ministre ayant le Logement dans ses attributions;

Arrête :

Article 1er. Dans la limite des crédits inscrits au budget des dépenses du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, le Gouvernement peut octroyer à la Société du Logement de la Région bruxelloise les crédits d'investissement destinés à l'acquisition de terrains, à la construction, à la rénovation, à la réhabilitation ou au parachèvement de logements, d'immeubles ou de parties d'immeubles à caractère artisanal, commercial, communautaire ou de services.

Art. 2. Sur proposition du Ministre ou du Secrétaire d'Etat qui a le logement dans ses attributions, les programmes d'investissement immobiliers de la Société du Logement de la Région bruxelloise visés aux articles 6, § 1er, et 18, § 2, de l'ordonnance du 9 septembre 1993 modifiant le Code du Logement en ce qui concerne le secteur du logement social et dont le présent arrêté organise les modalités de financement et de remboursement font l'objet d'une programmation triennale par le Gouvernement, conformément aux critères et conditions émis soit dans le cadre du règlement visé à l'article 17, § 1er, de l'ordonnance du 9 septembre 1993, soit dans le cadre du contrat de gestion visé à l'article 17, § 2, de la même ordonnance.

Art. 3. Le crédit accordé comprend les honoraires des architectes et ingénieurs, l'acquisition de terrains et d'immeubles, la construction, la rénovation, la réhabilitation ou le parachèvement des bâtiments, ou partie de ceux-ci, les frais de surveillance et de la maîtrise des coûts et tous les frais généralement quelconques s'y rapportant.

Art. 4. § 1er.

— Une première tranche de 15 % du programme annuel d'investissement approuvé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale est liquidée à la Société du Logement de la Région bruxelloise au plus tard pour le 1er mars de chaque année.

— Le versement du solde est consenti en fonction de chacun des projets retenus dans le programme triennal d'investissement selon les modalités suivantes :

a) Pour l'acquisition de logements ou d'autres biens immeubles, une seconde tranche de 85 % du prix d'acquisition (toutes taxes et frais compris) est versée au moment de la passation de l'acte authentique;

b) Pour les autres formes d'investissement :

- une deuxième tranche de 70 % du prix de l'adjudication retenue hors T.V.A., augmentée d'un pourcentage de 33 % et versée lors du commencement des travaux;

- le solde est payé, après travaux, sur présentation du décompte final introduit par la Société du Logement de la Région bruxelloise.

Pour obtenir le versement du solde, la Société du Logement de la Région bruxelloise est tenue d'introduire une déclaration de créance datée et appuyée des pièces justificatives.

§ 2. Par dérogation à l'alinéa 1er du § 1er du présent article, les dépenses à charge du Fonds organique concernant la première tranche de 15 % sont versées, dossier par dossier, concomitamment à la liquidation de la deuxième tranche.

Art. 5. Les sommes allouées prendront la forme d'avances remboursables.

Art. 6. Sans préjudice de l'article 3, les sommes accordées à charge du budget des dépenses du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale sont remboursées par la Société du Logement de la Région bruxelloise :

— en 33 annuités constantes exonérées d'intérêt pour :

- l'acquisition de terrains et d'immeubles;
- les travaux de construction;
- les travaux de rénovation, de réhabilitation ou de parachèvement de logements et dont le montant de l'adjudication retenue hors T.V.A. est supérieur à 500 000 francs par logement;

- les travaux de rénovation, de réhabilitation ou de parachèvement d'immeubles ou de parties d'immeubles à caractère communautaire ou de service à vocation sociale ou culturelle;

— en 20 annuités constantes exonérées d'intérêt :

- tous les travaux dont le montant de l'adjudication retenue hors T.V.A. est inférieur à 500 000 BF par logement;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheden de huisvesting behoort,

Besluit :

Artikel 1. Binnen de perken van de kredieten, ingeschreven op de uitgavenbegroting van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, kan de Regering aan de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij investeringskredieten toekennen die bestemd zijn voor de aankoop van gronden en voor de bouw, de renovatie, de rehabilitatie of de voltooiing van woningen, gebouwen of gedeelten van gebouwen van ambachtelijke, commerciële of gemeenschappelijke aard of met een dienstverlenend karakter.

Art. 2. Op de voordracht van de Minister of de Staatssecretaris, tot wiens bevoegdheid huisvesting behoort, maken de investeringsprogramma's met betrekking tot het vastgoed van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij, bedoeld in de artikelen 6, § 1, en 18, § 2, van de ordonnantie van 9 september 1993 houdende de wijziging van de Huisvestingscode voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en betreffende de sector van de sociale huisvesting en waarvan dit besluit de financierings- en terugbetalingsmodaliteiten regelt, het voorwerp uit van een driejaarlijkse programmering door de Regering, overeenkomstig de criteria en voorwaarden bepaald hetzij in het kader van de reglementering bedoeld in artikel 17, § 1, van de ordonnantie van 9 september 1993, hetzij in het kader van het beheercontract bedoeld in artikel 17, § 2, van dezelfde ordonnantie.

Art. 3. Het toegekende voorschot beheert de honoraria van de architecten en ingenieurs, de verwerving van gronden en gebouwen, de bouw, de renovatie, de rehabilitatie of de voltooiing van de gebouwen of gedeelten ervan, met inbegrip van de kosten voor het toezicht en het beheer van de kosten en van alle mogelijke desbetreffende kosten.

Art. 4. § 1

— Ten laatste voor 1 maart van elk jaar wordt een eerste schijf van 15 % van het jaarlijks investeringsprogramma, dat werd goedgekeurd door de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, uitbetaald aan de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij.

— De uitbetaling van het saldo gebeurt in functie van elk project dat in het driejaarlijks investeringsprogramma werd weerhouden volgens de hiernavermelde modaliteiten :

a) Voor de aankoop van woningen of andere onroerende goederen wordt een tweede schijf van 85 % van de aankoopsprijs (alle heffingen en kosten inbegrepen) gestort op het ogenblik van het verrichten van de authentieke akte.

b) Voor de andere investeringsvormen :

- een tweede schijf van 70 %, hetzij van de aankoopsprijs, hetzij van het bedrag van de weerhouden aanbesteding, exclusief BTW, verhoogd met een percentage van 33 % en gestort bij de aanvang der werken;

- het saldo wordt betaald na afloop van de werken, na voorlegging van de eindafrekening, ingediend door de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij.

Om de betaling van het saldo te bekomen, moet de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij een gedateerde schuldverdiering indienen die wordt gestaafd met bewijsstukken.

§ 2. In afwijking van het eerste lid van § 1 van dit artikel, worden de uitgaven ten laste van het organische fonds met betrekking tot de eerste schijf van 15 %, dossier per dossier, samen met de uitbetaling van de tweede schijf gestort.

Art. 5. De toegekende bedragen zullen worden gegeven onder de vorm van terugbetaalbare voorschotten.

Art. 6. Zonder afbreuk te doen aan artikel 3, worden de bedragen die werden toegekend ten laste van de uitgavenbegroting van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest door de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij terugbetaald :

— in 33 vaste annuïteiten zonder interest voor :

- de aankoop van gronden en gebouwen;

- de bouwwerken;

- de renovatie-, rehabilitatie- of voltooiings-werken aan woningen en waarvan het bedrag van de weerhouden aanbesteding, B.T.W. exclusief, hoger is dan 500 000 BF per woning;

- de renovatie-, rehabilitatie- of voltooiingswerken aan gebouwen of gedeelten van gebouwen van gemeenschappelijke aard of met een dienstverlenend karakter, met een sociaal of cultureel doel;

— in 20 vaste annuïteiten zonder interest voor :

- alle werken waarvan het bedrag van de weerhouden aanbesteding, B.T.W. exclusief, lager is dan 500 000 BF per woning;

- et tous les travaux de rénovation, de réhabilitation ou de parachevements qui concernent les immeubles ou parties d'immeubles à caractère commercial ou artisanal.

Ce remboursement prend cours le 1er janvier de la deuxième année qui suit celle du paiement de la première tranche de chaque avance.

Art. 7. L'actualisation du montant de 500 000 FB visé à l'article 6 a lieu tous les ans, au 1er janvier, et est liée à l'indice ABEX du coût de la construction.

Art. 8. Le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale ou le Secrétaire d'Etat de la Région de Bruxelles-Capitale, ayant le logement dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 9. Cet arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur Belge.

Bruxelles, le 23 décembre 1993.

Par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,

Ch. PICQUE

Le Ministre ayant le logement dans ses attributions,

D. GOSUIN

- en alle renovatie-, rehabilitatie- of voltooiingswerken die betrekking hebben op gebouwen of gedeelten van gebouwen van commerciële of ambachtelijke aard.

Deze terugbetaling gaat in op 1 januari van het tweede jaar dat volgt op het jaar van de betaling van de eerste schijf van ieder voor-schot.

Art. 7. Het aanpassen van het in artikel 5 bedoelde bedrag gebeurt jaarlijks op 1 januari en is gebonden aan de ABEX index van de bouwkostprijs.

Art. 8. De Minister van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest of de Staatssecretaris van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest tot wiens bevoegdheden de huisvesting behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 23 december 1993.

Vanwege de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-Voorzitter,

Ch. PICQUE

De Minister tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort,

D. GOSUIN

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Administration centrale. — Promotions

Par arrêtés royaux du 7 décembre 1993, qui entrent en vigueur le 1^{er} juillet 1993, sont promus par avancement de grade à l'Administration centrale :

dans le cadre linguistique français :
au grade de premier conseiller :

M. Simon, F., directeur;

dans le cadre linguistique néerlandais :

au grade de conseiller adjoint :

M. Depreeuw, W., secrétaire d'administration.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Hoofdbestuur. — Bevorderingen

Bij koninklijke besluiten van 7 december 1993, die in werking treden op 1 juli 1993, worden bevorderd door verhoging in graad bij het Hoofdbestuur :

in het Franse taalkader :

tot de graad van eerste adviseur :

de heer Simon, F., directeur;

in het Nederlandse taalkader :

tot de graad van adjunct-adviseur :

de heer Depreeuw, W., bestuurssecretaris.

MINISTÈRE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

25 OCTOBRE 1993. — Arrêté royal portant nomination des membres à la Commission de profils des prestations des kinésithérapeutes instituée auprès du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, notamment l'article 20*quater* inséré par la loi du 15 février 1993;

Vu l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, notamment les articles 96 et 97, § 1er, rétablis par les arrêtés royaux du 19 août 1992;

Vu la présentation de candidats par les organisations professionnelles représentatives des kinésithérapeutes et des médecins, par les organismes assureurs et par les organisations représentatives des employeurs, des travailleurs indépendants et des travailleurs salariés;

Vu les avis du Comité de gestion du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité émis les 8 et 22 mars 1993;

Considérant que le fonctionnement efficace de la Commission exige une limitation du nombre de membres effectifs de celles-ci, que pour cette raison, il s'indiquait de partager le nombre des

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

25 OKTOBER 1993. — Koninklijk besluit tot benoeming van de leden van de Profielcommissie voor de verstrekkingen van de kinesitherapeuten ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekerings

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, inzonderheid op artikel 20*quater* ingevoegd bij de wet van 15 februari 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 november 1963 tot uitvoering van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, inzonderheid op de artikelen 96 en 97, § 1, opnieuw opgenomen door de koninklijke besluiten van 19 augustus 1992;

Gelet op de voordracht van kandidaten door de representatieve beroepsorganisaties van de kinesitherapeuten en van de genesheren, de verzekeringsinstellingen, de representatieve organisaties van de zelfstandigen en de representatieve werknemersorganisaties;

Gelet op de adviezen van het Beheerscomité van de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekerings uitgebracht op 8 en 22 maart 1993;

Overwegende dat de doelmatige werking van de Commissie een beperking van het aantal werkende leden ervan vereist, dat het daarom voor de hand liggend was het aantal mandaten onder de